

L'économie de la Nouvelle-Calédonie en 2016

Une année de contraste

L'année 2016 marque un record historique en termes de production pour la filière nickel, qui a contribué à la nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations (+7 points, à 53 %). Pour autant, la faiblesse durable des cours en fait également une nouvelle année de pertes record pour la filière, après 2015.

Cette conjoncture du nickel constitue la première cause de l'inflexion du climat des affaires enregistrée au premier trimestre 2016. La confiance des entrepreneurs était tombée à un plus bas historique, en raison des craintes sur la pérennité d'activité des industries métallurgiques. À partir du milieu de l'année, alors que chaque métallurgiste confirmait tour à tour son engagement, le climat des affaires remontait progressivement.

Dans ce contexte, et peut-être également en lien avec les différentes échéances institutionnelles, les ménages semblent avoir été plus enclins à l'épargne qu'à la consommation. Cette dernière marque le pas en 2016, dans un contexte d'inflation globalement maîtrisée. Les tensions sur le marché de l'emploi se sont poursuivies, avec un emploi salarié qui s'infléchit et un écart croissant entre offre et demande d'emploi.

Le secteur public territorial et national a cependant joué un rôle d'amortisseur des fortes variations de la confiance des opérateurs économiques, en continuant à embaucher et à mobiliser des ressources d'investissement significatives via un recours accru à l'emprunt (+27 % en encours), les recettes fiscales s'étant stabilisées. L'investissement reste par ailleurs favorablement orienté par les acquisitions immobilières.

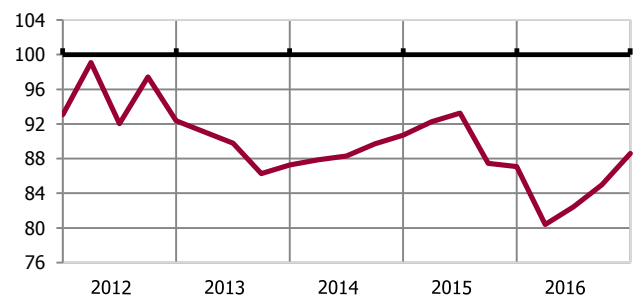
Sur le plan sectoriel, les professionnels du tourisme décrivent une année globalement favorable, la fréquentation touristique et le nombre de croisiéristes atteignant cette année un nouveau record. Le secteur primaire et celui du BTP ont suivi la conjoncture baissière en début d'année, puis plus favorable au cours du deuxième semestre. Les secteurs du commerce et de l'industrie ont souffert de l'atonie de la consommation. L'activité bancaire enfin a bénéficié d'une épargne en hausse et d'un crédit immobilier dynamique, dans un contexte de risques maîtrisés.

UNE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE MOINS DÉFAVORABLE

La crise de confiance enrayée

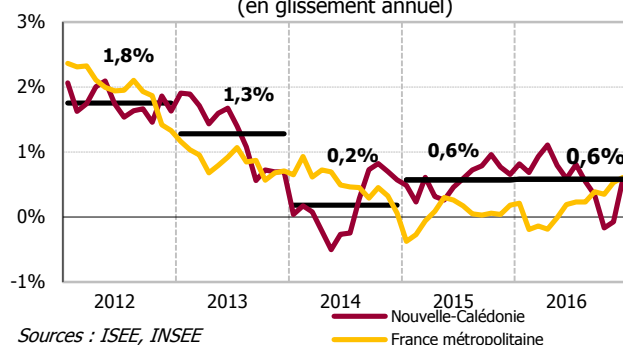
Après avoir poursuivi sa chute au premier trimestre, l'indicateur du climat des affaires (ICA) se rétablit progressivement pour s'établir à 88,6 points en fin d'année. Ce niveau, toujours largement inférieur à la moyenne sur longue période, traduit les incertitudes économiques et institutionnelles durables qui affectent le territoire. La remontée de l'ICA est toutefois portée par des anticipations d'activité et d'emploi de moins en moins défavorables, et par de meilleures perspectives en matière d'investissement.

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100=moyenne de longue période)



Source : enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEOM

Indice des prix à la consommation
(en glissement annuel)



Sources : ISEE, INSEE

L'inflation reste faible

L'inflation reste contenue en 2016, l'indice des prix progressant de 0,6 % en moyenne annuelle, comme en 2015.

La baisse des prix de l'énergie modère la progression de l'indice global. Les prix à la consommation des produits alimentaires progressent de 1,7 % en moyenne annuelle, et ceux du tabac de 21,5 %. Hors tabac, l'inflation est quasiment nulle (+0,1 %), comme en France métropolitaine (+0,2 %).

La consommation des ménages s'affaiblit

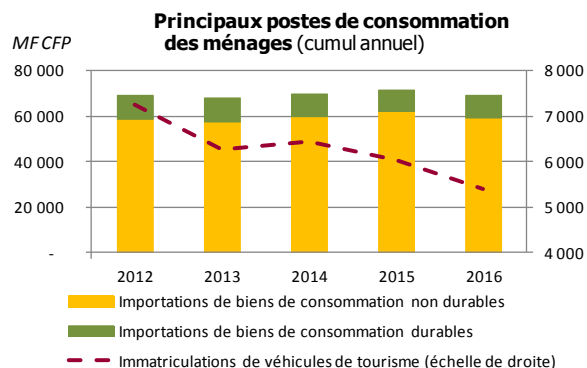
La confiance des commerçants, qui s'était effondrée au second semestre 2015 suite aux blocages intervenus en marge du « conflit des rouleurs », est restée au plus bas tout au long de l'année 2016. Les entrepreneurs du secteur font toujours état d'une activité mal orientée et d'une trésorerie dégradée. À partir du second semestre, ils sont cependant moins nombreux à déclarer une dégradation de leurs charges et de leurs intentions d'investir.

Ce pessimisme marqué des commerçants traduit le tassement de la consommation des ménages. La progression de 8,5 % des importations de biens durables (appareils ménagers, appareils électroniques) ne permet pas de compenser la baisse de 4,6 % des biens de consommation non durables. Les importations de produits alimentaires diminuent de 4,0 %, pour partie en raison d'effets prix. Les importations d'articles d'habillement et chaussures perdent 11,9 %, et celles de produits d'hygiène et pharmaceutiques baissent de 1,2 %.

La baisse des immatriculations de véhicules particuliers se poursuit en 2016 (-10,6 %, après des baisses conséquentes les années précédentes). Elles atteignent ainsi un niveau historiquement bas, et la faiblesse des importations de véhicules de tourisme (-10,2 % en valeur) montre que les concessionnaires restent pessimistes et n'anticipent pas à court terme de reprise significative des ventes.

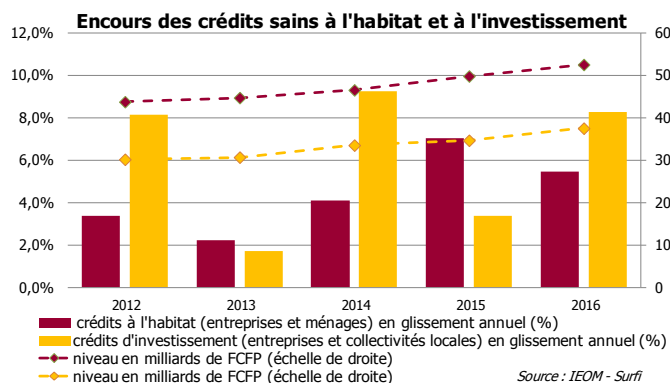
Ces évolutions s'accompagnent d'un recul des crédits à la consommation, dont l'encours diminue de 0,7 %. Les productions de crédits de trésorerie et de crédit-bail notamment sont en forte baisse (respectivement -11,8 % et -5,9 % par rapport à 2015).

La situation financière des ménages reste cependant globalement saine. L'encours des découverts des ménages auprès des établissements financiers diminue (-3,8 %), le nombre d'interdits bancaires reste globalement stable, et concerne moins de 7 000 personnes. Enfin, l'épargne des ménages progresse globalement de 2,9 % en 2016.



Source: Douanes

L'investissement essentiellement soutenu par l'immobilier



Source: IEOM - Surfi

Les importations de biens d'investissement (hors véhicules automobiles) baissent de 11,0 %, retrouvant leur niveau de 2013. Parallèlement, les immatriculations de véhicules utilitaires n'atteignent plus que 2 500 unités, baissant encore de 19 % par rapport au point bas de 2015.

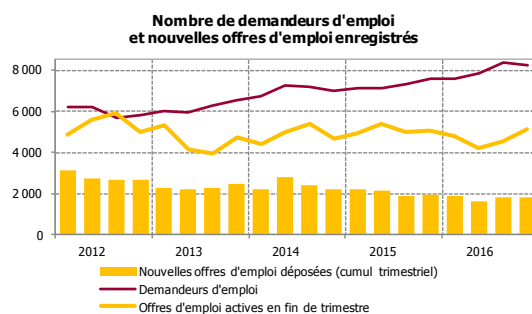
Les intentions d'investir des entrepreneurs consultés par l'IEOM sont conformes à ce constat, puisqu'elles chutent au premier semestre. Elles repartent cependant à la hausse au second semestre, et seuls les représentants des secteurs de l'industrie et des mines expriment encore des intentions d'investir orientées à la baisse en fin d'année. Dans ce contexte, l'encours des crédits d'équipement des entreprises se stabilise.

Dans l'ensemble, l'investissement est mieux orienté. Les encours des crédits d'investissement progressent ainsi de 8,2 %, tirés à la hausse par les lignes destinées aux collectivités locales. Le secteur de la construction reste par ailleurs porté par la construction immobilière, qui bénéficie du dispositif local de défiscalisation des logements intermédiaires. L'encours total des crédits à l'habitat progresse ainsi de 5,5 %, résultat d'une production dynamique à destination des ménages.

Le marché de l'emploi est toujours en tension

Les tensions s'intensifient sur le marché de l'emploi, avec un écart toujours croissant entre le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (+9,7 % en moyenne annuelle) et les nouvelles offres d'emploi déposées (-13,5 %). Le nombre d'emplois salariés diminue (-1,0 % en moyenne annuelle, soit une destruction nette d'environ 680 emplois, notamment dans les secteurs de l'industrie, du commerce et de la construction), ce qui est conforme à la détérioration de l'opinion des entrepreneurs consultés par l'IEOM sur l'évolution de leurs effectifs. Dans ce contexte, le nombre de chômeurs indemnisés connaît un rebond significatif (+12,4 %, après -2,7 % en 2015).

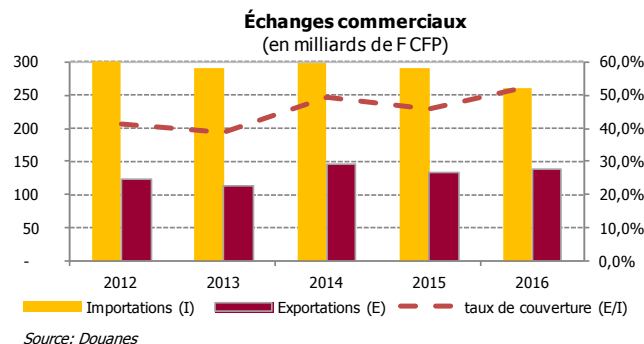
Le nombre d'entreprises avec salariés se stabilise (-0,3 % en 2016, après une baisse de 3,9 % en 2015). Parallèlement, le nombre de travailleurs indépendants augmente une nouvelle fois cette année, à hauteur de 3,3 %.



Sources : IDC-NC, désaisonnalisée par l'IEOM

Fonte du déficit commercial

Les échanges commerciaux avec l'extérieur diminuent en 2016, notamment au cours du premier semestre. Les importations sont en baisse notable de 10,2 % (-30 milliards de F CFP) en lien notamment avec des cours des matières premières toujours bas. Parallèlement, les exportations progressent de 3,5 % (+5 milliards de F CFP), reflétant le fort dynamisme de la filière nickel, malgré la persistance de cours particulièrement déprimés. L'année 2016 est en effet une année record pour les exportations de métal et minerai de nickel (+4,4 % en valeur et +11,3 % en volume pour les produits métallurgiques, -14,9 % en valeur et +5,3 % en volume pour le minerai). Dans ce contexte, le taux de couverture des importations par les exportations calédonniennes progresse de 7 points en 2016, pour s'établir à 52,9 %.

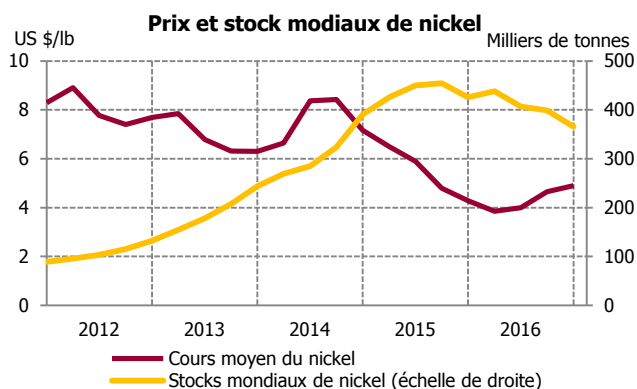


DES ÉVOLUTIONS SECTORIELLES CONTRASTÉES

Recul de la production dans le secteur primaire

En 2016, les abattages de bovins reculent de 10,6 %, les cheptels ayant été réduits suite à la sécheresse qui a sévi en 2014 et 2015. Les abattages porcins reprennent progressivement (+2,5 % sur l'année, après -6,0 % en 2015). La production de crevettes repart à la hausse (+21,7 %), après le fort recul observé en 2015 (-25,9 %). La pêche palangrière, prioritairement destinée au marché local est également orientée à la baisse en 2016 (-12,1 % en tonnage). Les volumes exportés diminuent en conséquence de 45,9 %.

Une année record pour l'industrie du nickel, malgré la faiblesse des cours



Depuis mi-2015, les stocks mondiaux de nickel sont enfin orientés à la baisse (-14,1 % sur un an). En conséquence, les cours remontent progressivement, après un creux historique au premier trimestre. Ils restent faibles cependant, et ont conduit les opérateurs à engager d'importants efforts de compétitivité, qui se traduisent par une baisse de 3,7 % de l'emploi dans le secteur nickel en 2016.

L'extraction de minerai de nickel progresse de 8,0 % en volume, destiné aux usines locales (62,2 %), et aux exportations (37,8 %). Ces dernières augmentent de 5,3 % en volume, mais reculent de 14,9 % en valeur.

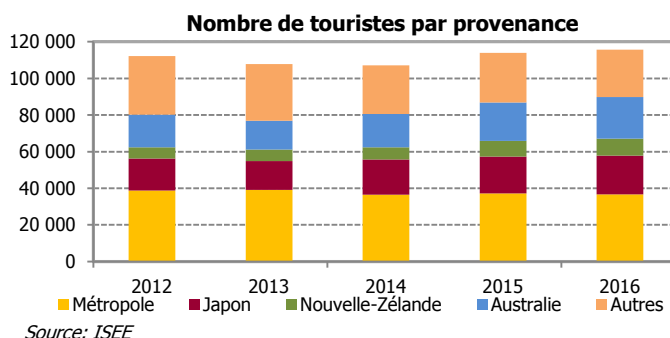
Portée par la poursuite de la montée en charge des nouvelles usines, la production métallurgique continue à progresser de manière soutenue (+14,4 % en tonnes de nickel contenu, après +13,6 % en 2015). Parallèlement, la production de carbonate de cobalt accélère (+61,4 %), et devient significative. En valeur, les exportations métallurgiques progressent de 4,4 %.

Volume d'activité en baisse dans le BTP

Les entrepreneurs du secteur du BTP consultés par l'IEOM font état d'un volume d'activité moins bien orienté qu'en 2015, d'une baisse de leurs effectifs et de leurs prix. Cette tendance globale masque des évolutions contrastées en cours d'année : après avoir fait état de sérieuses difficultés au cours du premier semestre, la situation est moins dégradée ensuite, avec de meilleures appréciations des entrepreneurs du secteur concernant leurs intentions d'investir, leur trésorerie, le niveau des prix et l'évolution des effectifs. Le segment de la construction privée bénéficie notamment d'une demande toujours soutenue, portée pour partie par la progression régulière des crédits à l'habitat. Dans ce contexte d'amélioration progressive, les appels d'offres repartent à la hausse.

La fréquentation touristique progresse

Avec 115 700 touristes enregistrés, la fréquentation touristique progresse légèrement en 2016 (+1,5 %, soit 1 725 touristes supplémentaires). Parallèlement, le territoire a accueilli 509 500 croisiéristes en 2016. Le tourisme de croisière poursuit ainsi son ascension (+14,7 % en 2015, après +5,3 % l'année précédente), atteignant un nouveau record porté par l'arrivée de bateaux de croisières de courte durée en provenance d'Australie.



L'ACTIVITÉ FINANCIÈRE RESTE BIEN ORIENTÉE

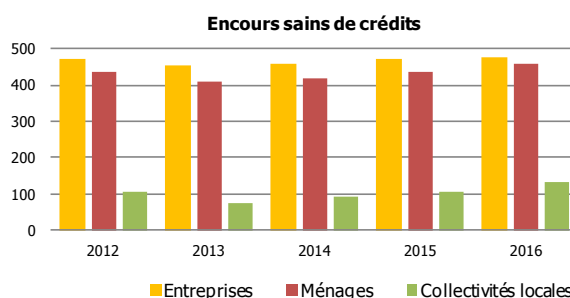
L'activité bancaire est restée globalement soutenue en 2016. Les principaux indicateurs monétaires progressent, même si l'encours des actifs financiers détenus par les agents économiques ralentit sa progression. Les crédits octroyés à l'ensemble de l'économie calédonienne progressent de 5,2 % en 2016, un rythme stable par rapport à 2015. Mais ce dynamisme masque des évolutions contrastées selon le type de crédit et le segment de clientèle.

La collecte d'épargne accélère, au bénéfice des supports gérés localement

L'encours des actifs financiers détenus par les agents économiques calédoniens progresse de 2,2 % au cours de l'année 2016, pour un encours total de 783 milliards de F CFP. La collecte nette d'épargne s'établit à 17 milliards de F CFP sur l'année, majoritairement au profit des placements locaux. L'encours des placements hors zone d'émission (contrats d'assurance-vie essentiellement, mais aussi livrets A) progresse plus légèrement (+1,4 %), à 152 milliards de F CFP (soit 20 % de l'encours de l'épargne collectée localement). Les dépôts collectés localement ne couvrent structurellement pas les octrois de crédits, et le solde emplois-ressources clientèle s'est à nouveau dégradé. Le déficit progresse ainsi de 12 milliards de F CFP en 2015 (soit +9,4 %).

Les encours de crédits sont favorablement orientés, portés par le crédit à l'habitat

L'encours brut total des crédits consentis à l'économie calédonienne dépasse, depuis fin 2014, le seuil de 1 000 milliards de F CFP. Il progresse de 5,2 %, comme en 2015. Les établissements de crédits locaux y contribuent à hauteur de 67,1 %, un chiffre en léger retrait par rapport à fin 2014 (-0,8 point). L'encours sain total des crédits aux entreprises ralentit sa progression (+0,9 %, après +3,2 % l'année précédente), tandis que celle des crédits aux ménages se maintient (+4,6 %, après +4,9 %). Le financement des collectivités locales est particulièrement dynamique (l'encours sain a progressé de 26,6 % en 2016), dans la continuité de la tendance observée les années précédentes. Ainsi, en 3 ans, l'encours des crédits aux collectivités a doublé, ces dernières recourant désormais davantage à l'emprunt pour financer leurs investissements, dans un contexte de stabilisation des recettes fiscales.



Source : IEOM ; (Ensemble des établissements de crédit, en milliards de F CFP)

Par type de financement, les crédits à l'habitat et à la construction progressent de 5,5 % (après +7,0 % en 2015), la demande étant toujours soutenue par le dispositif de défiscalisation du logement intermédiaire mis en place localement. L'encours des crédits d'investissement destinés aux entreprises reste stable (+0,4 %, après +0,2 %), alors que celui des crédits aux collectivités locales s'accroît fortement (+26,8 %, après +11,6 % en 2015), principalement porté par des établissements installés hors territoire.

La sinistralité se stabilise, à un niveau contenu

La qualité du portefeuille des établissements de crédit locaux, qui s'était dégradée en 2015, avec une hausse sensible de l'encours des créances douteuses brutes (+7,3 % sur un an), s'est stabilisée en 2016 (+0,6 %). Cette progression, moins rapide que celle de l'encours brut total, permet une légère diminution (-0,13 point) du taux des créances douteuses, qui s'établit à 2,8 % fin décembre 2016. À peine plus élevé, celui des seuls établissements locaux reste stable, à 3,1 %.

Le Produit net bancaire (PNB) consolidé des quatre banques implantées en Nouvelle-Calédonie se stabilise (+0,2 %, après +2,2 % en 2015), la baisse des commissions (-3,7 %) venant compenser la hausse des intérêts nets (+2,7 %). Le coefficient d'exploitation des banques calédoniennes se dégrade légèrement, mais reste, à 50,3 %, globalement meilleur qu'au niveau métropolitain. Le coût du risque double quasiment, suite à l'enregistrement en pertes de créances irrécouvrables et à des dotations importantes pour risque et charges. De ce fait, le résultat net consolidé des quatre banques locales s'établit 7,7 milliards de F CFP, en baisse de 12,8 % par rapport à 2015.

UNE AMÉLIORATION CONJONCTURELLE À PROLONGER EN 2017

L'inquiétude des acteurs économiques s'est nettement intensifiée en 2016, sous l'effet des évolutions du marché mondial du nickel. Cela a pesé sur l'activité économique, notamment à travers une consommation des ménages mal orientée.

Le volume record de nickel produit, le maintien de la dépense publique, les bonnes performances de l'immobilier dopées par le crédit ont cependant permis de minimiser l'effet de cette poussée d'inquiétude sur la croissance. L'économie s'est trouvée d'ailleurs mieux orientée à partir de la mi-année. Le retour progressif d'un climat des affaires moins défavorable annonce ainsi un meilleur départ pour l'année 2017, si toutefois les attitudes attentistes, notamment face aux échéances institutionnelles, ne l'emportent pas.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directrice de la publication : Marie-Anne POUSSIN-DELMAS – Responsable de la rédaction : Jean-David NAUDET

Éditeur et imprimeur : IEOM

Achevé d'imprimer : avril 2017 – Dépôt légal : avril 2017 – ISSN 1968-6277